

# le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 8 - mars 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB  
1 an : 2 F ; 20 FB

## CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

## VERS LES SOMMETS AVEC BENOIT FRACHON

Dans l'Humanité du 26 février Benoît Frachon, sous le titre "Deux millions de métallos décidés à faire face", écrit:

"La classe ouvrière... est capable aujourd'hui de faire échec aux empiètements des féodaux modernes. Elle doit le faire, sans quoi sa condition serait misérable et elle prolongerait le chaos fruit du régime capitaliste. J'ai voulu dire cela à propos de la lutte engagée par les métallos, pour la raison bien simple qu'il faut qu'ils sachent qu'en défendant leurs intérêts vitaux dans le présent ils ne sont pas éternellement condamnés à recommencer ces combats."

## DANS CE NUMERO

- Vers les sommets avec Benoît Frachon
- "Horizon 80" ou "Programme Commun" ?
- L'extrémisme chinois
- Les démocrates khrouchtcheviens et le "dialogue"

En somme Frachon se propose de remonter le moral du prolétariat en lui ouvrant des perspectives. Comme il a consacré toute sa vie à lui en donner de fausses (du Front populaire pour la liberté à l'union avec les curés pour la Reconstruction, en passant par le Front National de Résistance pour la défense de la Patrie) et qui ne pouvaient qu'aboutir à la situation actuelle, on comprend qu'il ait du mal à combattre les critiques de ceux qui comprennent que, tant que le capitalisme vivra, le prolétariat devra toujours recom-

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

## programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB  
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F  
de soutien 20 F

Correspondance :  
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert  
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

mencer les mêmes combats, sans espoir d'en sortir.

Ne vous lamentez pas dit Frachon. Et voici sa solution: "Au fur et à mesure que les monopoles se rapprochent de leur sommet, s'approche aussi l'heure où se réalisera ce que nos aînés ont inscrit dans le statut de la C.G.T.: la suppression du patronat et du salariat" (souligné par nous, P.).

D'abord on se réjouira que devant la lassitude et l'exaspération des prolétaires, à qui on ne propose qu'une amélioration du niveau de vie toujours remise en question et une "démocratie véritable", Frachon soit obligé de rappeler que le programme du prolétariat est l'abolition du salariat (et donc du patronat ou plutôt du capital) alors qu'il passe une bonne partie de son temps à donner en modèle aux salariés de langue française "le pays du socialisme" ou subsiste et se renforce le salariat (et le patronat).

Ensuite on constatera combien curieuse est la façon de Frachon d'envisager le passage à l'abolition du salariat: "Au fur et à mesure que les monopoles se rapprochent de leur sommet s'approche aussi (souligné par nous) l'heure où se réalisera..." En somme il y a un lien strict entre la concentration du capital et la prise du pouvoir par le prolétariat: ce n'est pas encore mûr. Nous devrions attendre en nous disant: à force de monter si haut, sur les sommets, ils vont bien finir par se casser la gueule !

Monsieur Frachon oublie que pour en arriver au niveau de concentration actuel il a fallu quelques crises et deux grandes guerres et que si on laisse le capital monter sur les sommets, c'est sur des montagnes de cadavres et dans des torrents de sang qu'il continuera à marcher.

Nous prolétaires nous ne pouvons pas attendre qu'on en arrive au capitalisme d'Etat intégral pour mettre à l'ordre du jour la prise du pouvoir, l'assaut à l'Etat bourgeois, car nous savons qu'avant d'y arriver il faut encore les quelques crises et les quelques guerres dont le capital est encore capable.

"Dans la poursuite de la route qui les mène au faite de leur puissance mais aussi (souligné par nous) de leur chute les monopoles écrasent ou cherchent à écraser tout ce qui les gêne. Ils absorbent les plus faibles et écrasent impitoyablement les entreprises récalcitrantes", dit encore Frachon. Il n'y a pas de doute, les monopoles ne sont pas encore au faite de leur puissance et donc pas encore à la veille de leur chute.

Merci M. Frachon de cet aveu. De cet aveu que vous n'avez pas l'intention, dès que l'occasion se présentera, dès la prochaine crise, dont les "difficultés" actuelles ne sont que les signes avant-coureurs, de passer à l'assaut du Capital. Avant, il faut réunir tous les représentants "des plus faibles", des "entreprises récalcitrantes", de ces fameuses couches anti-monopolistes. Bref, avant il faut la "démocratie véritable". Attendons donc que la pyramide soit constituée avec en haut un capital monolithique et en bas la masse

des petits mécontents. Les petits se retireront et les gros en haut se casseront la gueule. Pour le moment il faut donc simplement se défendre, "faire face", "faire échec aux empiètements des féodaux", "faire reculer le patronat et l'Etat"... et attendre. Et suivre les monopoles vers les sommets où ils se dirigent... C'est vous le guide, M. Frachon ? Vous êtes un alpiniste de classe.

---

" Les syndicats agissent utilement en tant que centres de résistance aux empiètements du Capital; ils s'avèrent en partie inefficaces par suite de l'emploi peu judicieux qu'ils font de leur puissance. Ils manquent généralement leur but parce qu'ils se bornent à une guerre d'escarmouches contre les effets du régime existant au lieu de travailler en même temps à sa transformation et de servir de leur force organisée comme d'un levier pour l'émancipation définitive de la classe travailleuse, c'est à dire pour l'abolition définitive du salariat. "

( MARX - Salaires, prix et profits )

---

## "HORIZON 80" OU "PROGRAMME COMMUN"

La Gauche a maintenant, elle aussi, son sauveur: c'est M. Defferre, désigné par le congrès historique du parti socialiste comme candidat aux futures élections présidentielles. Mais nos khrouchtcheviens ne semblent pas se réjouir comme il convient de l'heureuse nouvelle; ils font la fine bouche et écrivent un peu partout dans leurs journaux que ce Defferre-là, au fond, n'est pas tellement plus démocrate que de Gaulle en personne; ils vont même jusqu'à menacer de ne pas voter pour lui (au premier tour seulement, toutefois: on est malgré tout pour la "discipline républicaine", que diable !) s'il ne s'améliore pas sérieusement.

"Horizon 80" annonce M. Defferre; "Programme Commun" supplie le P.C.F. Pourquoi ce dialogue de sourds ? C'est bien simple: khrouchtcheviens et defferriens sont en désaccord sur la notion même de démocratie. C'est dire combien l'affaire est importante. Pour M. Defferre, n'est démocratique qu'une politique qui porte à la présidence de la république un démocrate garanti bon teint (et M. Defferre est

prêt à jurer qu'il est spécialement taillé pour l'emploi): qu'importe la constitution va-t-il répétant, l'important c'est l'homme qui l'applique. Pour nos khrouchtcheviens, par contre, une politique démocratique doit nécessairement se fonder sur un "programme commun" de la "Gauche"; et un programme commun de la Gauche ne peut être fondé à son tour que sur la révision de la constitution gaulliste. Tout le mal vient de de Gaulle conclut Defferre; hors d'une révision constitutionnelle point de salut, lui répliquent les khrouchtcheviens !

Et c'est à de telles pitreries que les "communistes" ou les "socialistes" voudraient intéresser la classe ouvrière ! Un président démocrate ? Mais un président pour quelle sorte de république ? Une constitution démocratique ? Mais la constitution de quelle sorte d'Etat ? Aucun des deux compères ne pose la question, et pour cause. Dans le camp démocratique personne en effet ne pousse le mauvais goût jusqu'à s'apercevoir que la société dans laquelle nous vivons est la société du capital, et que le capital vit et s'engraisse de l'exploitation du prolétariat; personne ne pousse l'indiscrétion jusqu'à se demander quels intérêts de classe défend l'Etat, sa police, son armée, son administration, son gouvernement (quel qu'il soit) et son parlement (quel qu'il soit également). On est entre gens bien élevés et tout ce beau monde démocratique feint en somme de ne pas voir que cette république dont on se préoccupe tant de pourvoir au remplacement de son président n'est autre que la République Bourgeoise, Capitaliste, Impérialiste et Française.

Il est bien vrai que nos khrouchtcheviens parlent souvent d'alliance du pouvoir et du patronat, du gouvernement et des monopoles. Mais c'est pour faire croire qu'il s'agit là de quelque chose de tout à fait occasionnel, de la politique d'un gouvernement, celui de Gaulle, résultant elle-même de la "malfaisance" d'une constitution, celle de 1958. L'essentiel en effet pour eux est de parvenir à faire admettre que l'on peut guérir tous les maux sociaux moyennant de bonnes élections, un bon gouvernement, une bonne constitution et, bien entendu, sans révolution. De fait, quel est leur programme ? Procédons - disent-ils - à l'élection d'une nouvelle Assemblée Constituante qui fabriquera une nouvelle constitution tout à fait démocratique et parlementaire, et adoptons la représentation proportionnelle comme mode de scrutin: nous rétablirons ainsi les droits imprescriptibles du Parlement dans le respect de la juste arithmétique électorale - et la face du monde s'en trouvera du même coup changée.

Fort heureusement, la classe ouvrière commence à se détourner avec dégoût de cette propagande puante à plein nez le crétinisme parlementaire et le marchandage électoral. Et ce fait reste positif même si, dans l'immédiat, beaucoup d'ouvriers se jettent dans un indifférentisme politique complet qui n'est que le reflet du défaitisme de classe que sèment les soi-disant communistes. C'est donc dans l'indifférence générale que le P.C.F. récite ses litanies sur le trop fameux programme commun. Ce que le prolétaire sent en effet d'instinct, lui qui vit dans ces bagnes modernes que sont les entreprises industrielles, c'est que la tâche de sa classe n'est point de veiller au remplacement du chef de l'Etat de la bourgeoisie ou de la constitution qui prétend régler son fonctionnement. Ce que le prolétaire sent d'instinct c'est qu'il s'agit d'abattre la société

du capital, de raser dans ses fondements l'économie capitaliste qui soumet la classe ouvrière à l'esclavage salarié, qui perfectionne chaque jour la technique et la productivité pour dilapider le travail humain dans une colossale accumulation de produits inutiles (des armes aux spoutniks), qui concentre toujours plus les masses humaines dans des agglomérations surpeuplées, insalubres, folles de bruit et d'agitation stérile, qui produit trop de tout, mais condamne les deux tiers de l'humanité au dénuement complet et à la faim chronique. Ce que le prolétaire sent confusément c'est que cette société d'exploitation mène l'humanité vers une nouvelle crise et vers une nouvelle guerre au rythme endiablé de l'expansion productive, que cette société-là il faut la détruire et qu'il s'agit donc de tout autre chose que de l'art et de la manière de faire de "justes" élections !

Mais la fonction essentielle de l'Etat bourgeois, c'est précisément de défendre cette société contre les attaques du prolétariat. L'émancipation du prolétariat, et donc de l'humanité tout entière, ne peut donc commencer que par la destruction radicale de cet Etat et de tous ses organes, de la police au parlement en passant par l'administration. Cette destruction s'appelle précisément révolution prolétarienne. Elle est l'acte de naissance d'un Etat nouveau, la dictature du prolétariat, qui ne singera nullement le parlementarisme et le constitutionnalisme de la bourgeoisie, mais s'appuiera sur la force armée de la classe prolétarienne conduite par son parti révolutionnaire - qui ne peut être, il est à peine besoin de le préciser, aucun des partis qui se prétendent aujourd'hui "socialiste" ou "communiste", mais ne sont que les larbins de la démocratie bourgeoise.

Révolution, dictature du prolétariat, destruction de l'économie et de la société bourgeoise et donc abolition du salariat: voilà le programme historique de la classe prolétarienne. Qui s'en écarte ne peut que passer à l'ennemi de classe, car il n'est pas de troisième issue à cette alternative historique: ou la dictature du capital (sous le masque du "fasciste" de Gaulle ou d'une république parlementaire, peu importe), ou la dictature du prolétariat.

Ceux qui proposent à la classe ouvrière de réformer l'Etat existant au lieu d'appeler à sa destruction, ceux qui veulent développer la démocratie au lieu de la dénoncer comme la plus gigantesque duperie de l'histoire, ceux qui parlent de révision constitutionnelle au lieu de dénoncer toutes les constitutions, ceux qui parlent de voter alors qu'il faut lutter, ceux-là ont trahi le programme communiste et déserté la lutte pour le socialisme. Ils ont du même coup choisi leur camp social: celui de la conservation bourgeoise.

Pour notre part, nous avons aussi choisi le nôtre: celui de la révolution prolétarienne. La voie qui y mène est longue et difficile, nous le savons. Mais nous sommes également certains qu'elle passe par la dénonciation continuelle et impitoyable de ces défenseurs camouflés de l'ordre bourgeois que sont, partout, les soi-disant "communistes" officiels.

# L'EXTREMISME CHINOIS

Les luttes de classe et les guerres sociales de la révolution chinoise ont empli de leur écho tout le XX<sup>e</sup> siècle. Dès 1900, ce fut la révolte des Boxers contre l'impérialisme européen. En 1911, un coup d'Etat bourgeois renversait la dynastie mandchou et fondait la république chinoise qui trouva une fin honteuse dans ses compromis avec la monarchie et les capitalistes étrangers. La première guerre mondiale et la révolution d'Octobre donnèrent un nouvel essor au mouvement social. Deux partis politiques se sont alors formés, représentant les intérêts de deux classes antagonistes et deux perspectives différentes: le parti nationaliste du Kouomintang luttant pour l'indépendance nationale et la démocratie bourgeoise, et le parti communiste qui devait guider la Chine sur la voie de l'Octobre russe. Entre 1924 et 1927, le prolétariat chinois a été battu dans sa tentative de prendre la tête de la révolution. Mais le mouvement bourgeois, tout ensanglanté par son oeuvre de répression, n'en réalisa pas pour autant ses buts de classe: l'unité politique du pays et son développement capitaliste. Il faudra attendre la fin de la seconde guerre mondiale pour que soient jetées les bases de l'Etat bourgeois: la "démocratie populaire". Un tel résultat n'a été dû qu'au soulèvement armé de l'innombrable paysannerie chinoise conduite et encadrée par les restes du parti prolétarien. Mais il représente aussi le dernier degré dans la dégénérescence de ce parti qui a abandonné son propre drapeau pour assumer toutes les tâches de la bourgeoisie défaillante, passée dans les rangs de l'impérialisme. Si le parti "communiste" chinois, après avoir trahi les espoirs du prolétariat, n'a pas glissé aussi vite que le parti russe dans le pacifisme social, le refus de la lutte armée, de la conquête du pouvoir d'Etat et de la contestation "anti-impérialiste", ce n'est pas en vertu de ses propres prédispositions révolutionnaires, mais sous la pression des plus violents antagonismes sociaux et de la crise chronique qui couve en Chine depuis le début du siècle.

Malgré la gravité des luttes de classes et leurs racines profondes, le retard avec lequel est née la "démocratie nouvelle" et la dégénérescence des partis qui ont successivement combattu sous son enseignement ne trouve qu'une explication: la révolution chinoise a été marquée dans toutes ses phases par la contre-révolution mondiale. C'est en effet sur l'ordre de Moscou qu'en 1924 le P.C.C. adhéra au Kouomintang pour former avec lui un "bloc de quatre classes" qui devrait rester uni jusqu'à la victoire du mouvement démocratique bourgeois. Cette alliance, contraire aux principes énoncés par Marx et Engels dans le Manifeste et à la tactique des Bolcheviks en Russie, priva le prolétariat chinois de son arme maîtresse dans la révolution: le parti de classe. Au moment où la bourgeoisie "anti-impérialiste", effrayée par l'insurrection paysanne, se retourna contre les ouvriers chinois, leur parti était depuis longtemps le prisonnier politique du Kouomintang. Et le prolétariat fut écrasé malgré les soulèvements héroïques de Changhaï et de Canton.

Non content d'enchaîner le parti de classe aux intérêts de la bourgeoisie "nationale", le stalinisme le coupa encore de tout appui qui aurait pu lui venir des luttes de classe du prolétariat occidental. C'est ainsi qu'au coeur de la révolution chinoise Moscou vola au secours de l'impérialisme britannique en créant avec les Trade-Unions le Comité anglo-russe qui sabota en 1926 la plus puissante grève du prolétariat anglais de l'après-guerre.

à la contre-révolution stalinienne, le "socialisme chinois" doit l'essentiel de sa ligne opportuniste. Il doit à la dégénérescence du pouvoir des Soviets d'avoir rejeté les enseignements d'Octobre sur la double révolution: la lutte pour l'indépendance politique et organisationnelle du parti, l'hégémonie du prolétariat dans la révolution bourgeoise à l'époque impérialiste et la transformation de cette révolution en révolution prolétarienne. Au lieu de cela, le P.C.C. s'est uni au parti nationaliste pour toute "l'étape" des réformes et des "conquêtes" bourgeoises, il s'est borné aux tâches petites-bourgeoises de la "révolution agraire" et a consacré la domination politique du capital en fondant la "démocratie populaire". Ce que le "socialisme chinois" doit à la faillite de l'Internationale, c'est l'illusion qu'à l'époque impérialiste les peuples d'Asie pouvaient attendre leur émancipation d'un simple développement national-bourgeois combiné avec les "avantages mutuels" du commerce international. Tel n'était certes pas le point de vue de Lénine.

Ainsi, comme les autres révolutions bourgeoises d'Afrique et d'Asie le plus puissant mouvement de libération nationale de toute cette période réactionnaire porte les marques de la contre-révolution mondiale, parce que le prolétariat (non seulement chinois, mais international) a été battu, parce que n'a pu se réaliser la soudure du mouvement ouvrier et paysan d'Asie avec la lutte pour la dictature prolétarienne dans les métropoles du capitalisme occidental.

Réduite à ses propres forces, décapitée de son avant-garde prolétarienne, la révolution chinoise ne pouvait plus qu' "adapter" le marxisme à ses conditions petites-bourgeoises et à son ambition nationale de faire de cet immense pays une "grande puissance" industrielle. C'est là le programme économique de l'accumulation du capital. Pourquoi la réalisation de ce programme a-t-elle dressé Pékin contre Moscou au nom du "véritable socialisme" ? Que peut-on espérer qu'il sortira de ce conflit du point de vue de la reprise du mouvement communiste international ? A ces deux questions, aucune tendance dans l'éventail de la démocratie bourgeoise, petite-bourgeoise ou "ouvrière" n'est capable de répondre et n'a intérêt à répondre.

En 1924, la bourgeoisie chinoise voyait dans l'alliance Chine-Russie la meilleure garantie d'un développement capitaliste en Chine. Par là, elle se soumettait le parti prolétarien et entretenait l'espoir d'une "aide" russe: militaire, diplomatique, économique surtout. Comment la Russie a-t-elle rempli ses "obligations internationales" envers la Chine ? Elle a armé les troupes de Tchang Kai-shek, refusé la bombe à Pékin et fermé les vannes de l' "aide" économique. Telles sont les conditions de la rupture: un conflit d'intérêt entre l'Etat russe et l'Etat chinois, et non une polémique sur le cadavre du stalinisme.

Tant que le P.C.C. a pu conserver l'illusion qu'une réforme agraire petite bourgeoise serait une base suffisante à l'industrialisation; tant qu'il a cru pouvoir bénéficier des capitaux russes et occidentaux, il n'a pas manifesté la prétention de prendre la relève politique de Moscou ni de "construire le socialisme" dans la seule Chine. La révolution chinoise disait-on à Pékin, n'en est encore qu'à l' "étape" bourgeoise et, sur le plan international, la Chine lançait à la Conférence de Colombo les cinq principes de la coexistence pacifique. Mais lorsque les contradictions d'un développement capitaliste, pris entre les griffes de l'impérialisme et l'étroitesse nationale du socialisme petit-bourgeois, éclatèrent ouvertement dans la crise agraire de ces dernières années, il ne fut plus possible d'avouer que c'était cela l' "étape bourgeoise": famine, exploitation forcenée, isolement par l'impérialisme. C'est ainsi que le "socialisme chinois" s'est élevé au-dessus de ses origines bourgeoises pour appeler les ouvriers à la "défense" de la Chine, à la "construction du vrai socialisme", entretenant leur esclavage politique et leur oppression.

De cette lutte contre Moscou au nom du socialisme il sortira, au mieux, une "grande puissance" capitaliste qui s'intégrera d'autant mieux au monde bourgeois qu'elle sera plus "forte". Dans le même temps où elles dressent Pékin contre Moscou, les nécessités de l'accumulation des capitaux rapprochent Mao Tsé-toung et de Gaulle, Fidel Castro et Franco. On dira que l'argent n'a pas d'odeur, que l'achat de camions espagnols ou de navires français n'engagent ni Cuba, ni la Chine. Mais Cuba vient de jurer fidélité à Moscou contre Pékin et Chou En-lai a parcouru toute l'Afrique pour y prêcher la coexistence pacifique et les "avantages réciproques" du commerce international. Comment ne pas voir, alors, que ces "socialismes nationaux" se font l'instrument de l'impérialisme ?

Le soi-disant extrémisme de Pékin c'est donc le vieil opportunisme chinois, le "socialisme" petit-bourgeois sortant de son isolement pour se mettre au niveau du réformisme international que Moscou ne suffit plus à alimenter: le prolétariat révolutionnaire n'a rien à en attendre!

---

Au sommaire de

P R O G R A M M E     C O M M U N I S T E

N° 26 - Janvier-mars 64

- Mort au service du Capital
- La Chine "farà da se"
- La légende du Piave
- Invariance de l'opportunisme
- Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français
- Le "De profundis" de la "Vie ouvrière"
- Or et blé



-----

Comme on sait, nos "communistes" sont les ardents défenseurs du "dialogue". Et, de fait, ils dialoguent abondamment: avec les socialistes, les radicaux, les libéraux, les républicains, le M.R.P., l'Eglise et, pourquoi pas, avec les "bons" gaullistes; bref, avec toute la démocratie petite, moyenne et grande-bourgeoise bien-pensante. Mais ils deviennent comme enragés et perdent soudain toutes les bonnes manières que leur ont apporté leurs recommandables fréquentations dès lors qu'ils entendent parler le langage du marxisme révolutionnaire.

C'est ainsi que le 27 février à Aix en Provence, deux de nos camarades se sont vu refuser l'entrée d'une réunion publique organisée par l'Université Nouvelle sur le "Front populaire". Rien d'étonnant à cela. Les stalino-khrouchtcheviens baptisent "marxiste" la politique de collaboration avec la classe bourgeoise et ses laquais socialistes qui a détourné la lutte ouvrière de 1936 sur la voie du réformisme démocratique, du maintien de l'ordre bourgeois et du patriotisme; aujourd'hui ils ont le front de se dire "communistes" en proposant "l'union la plus large" de tous les démocrates, c'est à dire des défenseurs de la dictature du capital habillée en république, sur un "programme commun" pour une politique de "grandeur nationale", de "prospérité", de "démocratie" et de "paix" ou, en langage clair: pour une politique de collaboration de classe, d'adhésion toujours plus ouverte et éhontée au système capitaliste. Ces "communistes" ont craint que les interventions de nos camarades ne fassent prendre conscience à certains auditeurs, sincères mais abusés, de la farce sinistre du "marxisme à la khrouchtchevienne" en leur démontrant le caractère essentiellement opportuniste de la politique de "Front populaire" ou d'"Union démocratique".

"Dialogue", "discussion", "union" avec tout le monde... sauf avec les marxistes: voilà une attitude politique logique. Les défenseurs zélés du capitalisme "populaire", "rénové" ou "démocratique" que sont nos stalino-khrouchtcheviens, usurpateurs faisant de moins en moins illusion du nom de "communistes", ne pouvaient en adopter d'autre !

..."Entre la société capitaliste et la société communiste, se situe la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond également une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat."...

Marx, cité par Lénine dans : L'Etat et la Révolution.

## VOIES DU SOCIALISME APRES 1917

Extrait du "Projet de résolution adopté par le Comité Central d'Ivry" du P.C.F. (9-10.I.1964):

La classe ouvrière "n'a rien à perdre à la disparition du pouvoir personnel. Elle a tout à gagner à l'avènement d'une démocratie authentique, d'une vraie république."

"Le P.C.F. considère que cette Constitution devrait comporter dans l'ordre politique: - Une Assemblée nationale, élue au suffrage universel. . . - un gouvernement stable et fort, responsable devant l'Assemblée nationale et dont le rôle est de gouverner en appliquant le programme voulu par la majorité du peuple".

Le P.C.F. "a rejeté l'idée que l'existence d'un parti unique était une condition obligatoire du passage au socialisme. Cette idée, soutenue par Staline (Non! par Lénine.R.d.P) constituait une généralisation abusive des circonstances spécifiques dans lesquelles se déroula la Révolution d'Octobre.

C'est précisément en vue de contribuer à la marche au socialisme par la voie pacifique que le Parti communiste a proposé et propose l'entente entre Parti Communiste et Parti Socialiste, non seulement pour aujourd'hui, mais pour demain.

Communistes et socialistes peuvent parvenir à surmonter les divergences et marcher en commun vers le socialisme."

Lénine: Résolutions des 2 premiers Congrès de l'I.C. et La maladie infantile du communisme:

Même la république la plus démocratique est uniquement une machine pour opprimer la classe ouvrière par la bourgeoisie.

"La signification de la Commune c'est qu'elle tenta de détruire l'appareil d'Etat bourgeois et de raser l'appareil administratif, judiciaire, militaire et policier pour le remplacer par une organisation administrative des masses ouvrières ne connaissant pas de séparation entre le pouvoir législatif et exécutif."

"D'où la portée internationale du pouvoir des Soviets, et aussi des principes de la théorie et de la tactique bolcheviques."

(Staline est l'inventeur du socialisme national.R.d.P.).

"Malgré la lutte implacable des communistes contre les "sociaux-démocrates de la majorité", les ouvriers ne savent pas encore assez le danger que ces traîtres font courir au prolétariat international. L'une des tâches essentielles de la révolution prolétarienne internationale, c'est d'ouvrir les yeux du prolétariat sur l'oeuvre de ces Judas du social-chauvinisme et de réduire ce parti contre-révolutionnaire par les armes."